

Luxemburg gibt sich EU-kritisch

Das Bild der Europäischen Union hat sich in Luxemburg verschlechtert. Laut neuestem Eurobarometer, einer Kommissions-Umfrage vom Frühjahr, ist das Vertrauen der LuxemburgerInnen sowohl in die EU-Kommission als auch in das Parlament gesunken. Ein Jahr nach der Osterweiterung ist auch die Begeisterung für diese leicht gesunken. Nur noch 56 Prozent stehen hinter der größeren EU, beim vergangenen Eurobarometer waren die BefürworterInnen immerhin zwei Prozent stärker. Was die Aufnahme weiterer EU-Mitglieder betrifft, so liegt die Akzeptanz in Luxemburg, verglichen mit dem EU-Durchschnitt, sehr niedrig. Auf EU-Ebene spricht sich jedeR zweite BürgerIn für die Aufnahme aus, in Luxemburg tun dies nur ein Drittel der Befragten.

Der Eurobarometer zeigt auch, dass die LuxemburgerInnen es vorziehen, in der EU in Bezug auf den wirtschaftlichen Lebensstandard unter ihresgleichen zu bleiben. Eine große Mehrheit spricht sich dafür aus, reiche Länder wie die Schweiz (82 Prozent), Island (79 Prozent) und Norwegen (84 Prozent) aufzunehmen. Ganz anders das Bild, wenn es um Kroatien (40 Prozent), Bosnien-Herzegowina (38 Prozent) oder gar Albanien (29 Prozent) geht. Lediglich 22 Prozent sprachen sich für den Beitritt der Türkei aus - im Durchschnitt sind 35 Prozent der EU-BürgerInnen dafür.

Auch Schokorauchen schadet

Während Luxemburgs Gesundheitsminister Mars di Bartolomeo nun gar das spielerische Rauchen von Schokozigaretten untersagen will, liegt seine Regierung auf EU-Ebene weiterhin im Hintertreffen. Am Sonntag tritt das EU-Verbot für Tabakwerbung in Kraft. Eine ganze Reihe EU-Staaten, darunter auch Luxemburg, haben es bislang versäumt, diese Richtlinie in nationales Recht umzusetzen.

Dieses Verbot werde Leben retten, teilte die Kommission am Mittwoch mit. Sie wies noch einmal darauf hin, dass jährlich 650.000 Leute an den Folgen des Rauchens sterben. Die Tabakindustrie gibt sich teilweise gelassen. In Großbritannien gebe es dieses Verbot nun schon seit einigen Jahren, kommentierte "British American Tobacco" (BAT) das Geschehen, dennoch habe man keinen großen Einbruch auf dem Markt festgestellt.

Mariage pas gay

Le député libéral Xavier Bettel revient à la charge. En 2001 déjà, il avait questionné le ministre de la Justice Luc Frieden (CSV) au sujet de la reconnaissance au Luxembourg du statut matrimonial d'un couple homosexuel qui s'était marié dans un pays le permettant. Faisant comme toujours dans la dentelle, Frieden qualifiait une telle reconnaissance comme portant atteinte à l'ordre public. Cette fois-ci, il s'agit d'un couple de deux hommes mariés en Belgique qui, pour des raisons professionnelles, se voit contraint de s'installer au Grand-Duché. Toutefois, un des deux hommes est originaire de Madagascar, donc un pays tiers. Le mariage homosexuel n'étant pas reconnu au Luxembourg, l'administration fait savoir que le ressortissant malgache doit quitter le territoire. Selon Roby Antony, membre de Rosa Lëtzebuerg, ce cas n'est pas isolé. "Reconnaître un tel mariage est impossible alors qu'il y a plein de Luxembourgeois qui épousent sans problème des prostituées russes", s'emporte Xavier Bettel. Petit détail: la question est adressée aussi bien au ministre de la Justice qu'au ministre de l'Immigration, le socialiste Jean Asselborn. "Nous savons tous que c'est le CSV qui freine. Voilà pourquoi j'invite le LSAP à s'exprimer clairement sur le sujet", ajoute le député. A ses yeux, une alliance parlementaire libérale, socialiste et verte dans ce domaine précis pourrait faire avancer les choses. Encore faudrait-il que le LSAP fasse preuve d'audace.

Serge Kollwelter est d'accord pour accélérer la procédure, mais pas pour sacrifier les garanties juridiques.

(photo: Raymond Klein)



PROCEDURE D'ASILE

Entre résignation et espoir

wxxx: Le gouvernement a annoncé que mille débouté-es du droit d'asile seraient expulsé-es cet été. Comment réagissez-vous?

Serge Kollwelter: Cela avait déjà été déclaré il y a deux ans, sans suite. Rien que du point de vue logistique, cela représenterait quelque 20 vols charter à organiser à brève échéance - ce n'est pas très crédible. Il n'est donc pas étonnant que peu de personnes concernées prennent pour argent comptant cette annonce, et soient candidates à un retour volontaire. Ce qui est tragique, c'est que ces gens ont passé deux années de plus ici, qu'eux et leurs enfants ont continué à s'intégrer.

*****Vous semblez presque regretter que l'on n'ait pas expulsé plus de gens à l'époque.*****

Ce que je veux dire, c'est que deux ans après, nous sommes à la veille d'une nouvelle loi, accélérant les procédures. Il serait normal que les personnes victimes des lenteurs de l'ancienne loi soient traitées avec générosité. Prenez l'Espagne: 700.000 sans-papiers viennent d'être régularisés. Rapporté aux dimensions grand-ducales, ça ferait plus de cinq mille personnes.

*****Est-ce que vous prévoyez des actions contre les retours forcés cet été?*****

Etre là debout, résignés, quand les gens partent, forcés ou soi-disant volontaires, je ne sais pas si on peut appeler ça une action.

*****La nouvelle loi sur l'asile est en train d'être finalisée. Elle constitue une amélioration, ne serait-ce que par rapport au projet de l'ancien gouvernement et du ministre Luc Frieden.*****

Franchement, ce projet de loi concocté juste avant les élections n'était qu'un élément du discours musclé sur ce dossier. Si le gouvernement avait été sérieux avec cette loi, il aurait dû intégrer les directives européennes en la matière tel que cela a été fait dans la nouvelle loi. Il aurait aussi pu se donner les moyens en personnel pour accélérer les procédures, tout en maintenant les garanties juridiques nécessaires.

*****Ces garanties juridiques sont controversées. Le gouvernement souhaite abolir certains recours qui tirent en longueur la procédure.*****

Ce qui prend le plus de temps, ce ne sont pas les recours, mais l'examen de la demande par le ministère. Le gouvernement veut abolir la possibilité d'appel lorsque le ministère décide de traiter le dossier en "procédure accélérée". Cette question dépasse le cadre du droit d'asile et elle met en question un principe fondamental du droit. Le Conseil d'Etat a notamment signifié une opposition formelle sur ce point. Je suis surpris que l'ordre des avocats n'ait pas encore pris position.

*****La nouvelle loi comporte aussi des points que vous devriez trouver positifs: on donne enfin aux demandeurs*****

*****d'asile la possibilité de travailler.*****

N'oublions pas qu'il s'agit d'une disposition octroyée par un texte européen. Il est vrai qu'elle a été décidée à l'unanimité par un conseil des ministres européen, donc avec l'accord de M. Frieden. Pouvoir travailler, c'est une chose infiniment importante. Je me souviens d'une rencontre avec le maire d'une commune rurale. Il nous a raconté que des réfugiés habitant dans sa commune avaient demandé à utiliser les infrastructures sportives. "Je veux bien qu'ils fassent du sport", nous a-t-il dit, "mais ne feraient-ils pas mieux de travailler?" Visiblement il ignorait que cela leur était interdit - les Luxembourgeois ont tellement l'habitude que les étrangers viennent ici pour travailler. Si je me félicite sur le principe, je regrette qu'on n'ait pas choisi l'interprétation la plus généreuse prévue dans la directive.

*****Le Collectif réfugiés a plaidé pour la possibilité de travailler après six mois, le gouvernement avait prévu douze mois. La commission parlementaire propose un délai de neuf mois - c'est un compromis honnête.*****

Arithmétiquement, ça tient le coup. Mais si vraiment la nou-

velle loi accélère les procédures, si les demandes sont traitées au bout de six mois, ce droit de travailler au bout de neuf mois n'est qu'une coquille vide. Et puis, entre ce droit et le fait de trouver un employeur, il y a une différence. Le vrai challenge sera d'aider les gens dans cette situation à profiter de leur droit.

*****Autre évolution positive: le gouvernement met en place un centre de rétention situé en dehors de la prison de Schrassig.*****

Là encore, le Conseil de l'Europe fait pression sur le Luxembourg depuis de longues années. Ne plus mettre en prison des demandeurs d'asile, c'est une bonne chose en soi. Mais le Collectif réfugiés souhaite avoir des précisions sur les conditions de détention et les droits des personnes concernées. Comme il s'agit d'une structure inédite au Luxembourg, nous pensons qu'il faut un cadre légal.

*****D'après le ministre délégué à l'Immigration, Nicolas Schmit, ce centre permettra aussi de maîtriser le phénomène des dealers abusant de la procédure d'asile.*****

Si une personne a été jugée pour un crime, ou est en instance de jugement, il est normal qu'elle aille en prison. Mais créer une structure pour y enfermer des gens simplement suspects, sans preuves, ce n'est pas possible. Il faut clairement définir à quoi doit servir le centre de rétention. Le risque serait de créer une sorte de Schrassig bis, avec moins de garanties que la prison normale.

*****Les représentant-es du Haut Commissariat aux réfugiés des Nations Unies auront un droit d'accès.*****

Nous espérons que la version finale du texte de loi donnera ce droit à d'autres organisations agréées, comme l'ont proposé le Conseil d'Etat et la commission parlementaire. En effet, le Haut Commissariat ne peut s'occuper que de réfugiés. D'autres catégories de personnes se retrouveront dans ce centre de rétention, par exemple des sans papiers.

*****Comment jugez-vous l'évolution de la politique d'asile sur les quinze dernières années?*****

Lorsque Marc Fischbach était en charge de cette politique dans les années 90, il arrivait qu'il rencontre le Collectif réfugiés avant de partir pour un conseil des ministres à Bruxelles. Avec lui, le climat était bon. Ensuite est arrivée une période glaciaire. Pour ce qui est des nouveaux ministres, ils étaient jusqu'ici très occupés par la Présidence. J'ai l'impression que le dialogue est possible.

*****Le ministre Jean Asselborn affirme avoir consulté l'Asti sur les expulsions prévues.*****

En effet, il s'est entretenu avec nous sur ce qu'il prévoyait de faire. Je l'ai encouragé à envoyer une lettre aux personnes concernées, les mettant en garde et les conviant à demander un retour volontaire. Mieux vaut pour les gens de se porter volontaires que de subir un retour forcé avec escorte policière. A choisir entre deux maux, autant choisir le moindre. Mais sur le fond, les retours annoncés pour cet été nous apparaissent toujours comme une "continuité dans l'absurdité".

*****Interview: Raymond Klein*****

Serge Kollwelter

Président de l'Association de soutien aux travailleurs immigrés (Asti) depuis 1979, Serge Kollwelter s'est aussi toujours engagé en faveur des droits des réfugié-e-s. Il participe au Collectif réfugiés, qui regroupe des ONG actives dans ce domaine. Son organisation, l'Asti, agit à la fois sur le plan politique et au niveau de l'aide concrète aux demandeurs d'asile et aux étrangers en général.